Les bruyantes cérémonies de l'anniversaire de l'élan de "Solidarnosc" ont pour but de cacher son véritable caractère — une révolution ouvrière menée au nom des valeurs authentiquement socialistes.

« Une révolution peut être menée à sa perte de deux manières — en étant écrasée ou trahie. La tragédie de la révolution polonaise de 1980-1981 c'est qu'elle a perdu deux fois. Elle a été d'abord écrasée, puis trahie. Elle a été trahie par tous ceux qui au sein des élites politiques actuelles se réclament d'août 1980 et de leur « généalogie solidaire ». En restaurant le capitalisme ils ont trahi les intérêts sociaux que cette révolution exprimait et ils ont tourné le dos à toutes ses aspirations. » J'ai écrit cela dans Robotnik Slaski à l'occasion du vingtième anniversaire d'Août 1980 (1).

« Aujourd'hui, dans le cadre d'une falsification générale du caractère et de l'histoire d'Août et des événements des seize mois qui l'ont suivi, on tente d'en faire un « élan national anticommuniste », avec lequel ils n'avaient rien de commun. En même temps on efface toutes les traces qu'il est possible d'effacer (heureusement beaucoup ne se laissent pas effacer), qui indiqueraient qu'il s'agissait d'une révolution prolétarienne typique et classique. Depuis plus de 150 ans, c'est-à-dire depuis l'établissement de la domination capitaliste, de telles révolutions ont lieu de temps en temps à travers le monde, faites par les ouvriers au nom de la défense des droits, de la dignité et des intérêts de leur classe sociale.

« Le fait que ces révolutions sont orientées contre le capitalisme, alors que la révolution polonaise de 1980-1981 était dirigée contre un régime se prétendant socialiste ne change rien. Le soi-disant "socialisme réel" est apparu à la suite d'un double processus — d'une part le renversement du capitalisme et d'autre part l'accaparement du pouvoir politique et économique, qui aurait dû échoir à la classe ouvrière, par la couche bureaucratique parasitaire. Elle dominait cette classe et vivait de l'exploitation de son travail, bien que — contrairement au système capitaliste — les rapports d'exploitation n'avaient plus de racines sociales dans les rapports de production. » (2)

Il y avait une chance pour renverser la dictature bureaucratique, tout en préservant l'économie nationalisée et planifiée et sur cette base fonder le pouvoir ouvrier et commencer à construire un socialisme des travailleurs, autogestionnaire et démocratique. C'est la vérité qu'on tente de

cacher aujourd'hui. Pourquoi alors NSZZ „Solidarnosc" est-t-il aujourd'hui assimilé à la restauration du capitalisme, qui a commencé dix ans après Août 1980 et qui a apporté à la classe ouvrière une exploitation accrue et brutale, correspondant à nouveau aux rapports de production, une dictature absolue du capital, sous laquelle il est même possible de ne pas payer aux travailleurs le travail qu'ils ont réalisé, la perte de toutes les conquêtes sociales, un chômage et une paupérisation de masse, la perspective de l'émigration à la recherche du travail et du pain ?

**"Solidarnosc" transformé**

Personne ne se demande si entre le "Solidarnosc" qui est apparu à la suite d'Août 1980 et celui d'aujourd'hui il y a une continuité. Pourtant cela n'a rien d'évident. Il y a une forme de continuité, mais aussi une discontinuité criante. La question essentielle, c'est qu'est-ce qui domine ? Et c'est la discontinuité. C'est pourquoi le "Solidarnosc" d'aujourd'hui d'une part revendique sa généalogie et d'autre part est totalement incapable de présenter l'histoire véritable du "Solidarnosc" de 1980-1981 et la falsifie.

C'est pour cette raison que les cérémonies commémoratives du 25-ème anniversaire d'Août, que les médias mettent autant en avant, ont lieu avec si peu de participants, que l'écrasante majorité des militants du "Solidarnosc" d'alors n'y prennent pas part et que la majorité écrasante de la classe ouvrière y est indifférente. C'est pour cela que n'y participent pas les représentants de ces syndicalistes et des comités de solidarité avec "Solidarnosc" d'Europe occidentale qui, lors de l'état de guerre (3) lui venaient en aide au risque de leur propre sécurité, animés par des mobiles de classe et internationalistes et non anticommunistes.

Détruit par l'état de guerre, "Solidarnosc" n'a jamais pu renaître en tant que mouvement de masse de l'autonomie et de la démocratie ouvrière. Ce qui lui est arrivé n'est pas difficile à expliquer. Lors d'une montée impétueuse de luttes ouvrières un tel mouvement peut se développer de lui-même durant un certain temps. Mais pour perdurer à la suite de défaites et être capable de se reconstruire — sans même parler de la possibilité d'une victoire décisive, qui ne peut être que l'établissement du pouvoir ouvrier — il a absolument besoin d'un parti, capable de préserver ses acquis politiques et de garantir son indépendance de classe et pouvant l'armer d'un programme correspondant et d'une stratégie de lutte efficace.

Une esquisse d'un tel programme — de révolution ouvrière antibureaucratique et de démocratie des conseils de travailleurs — est apparue en Pologne quinze ans avant Août. Je pense à la «

Lettre ouverte au parti » écrite par Jacek Kuron et Karol Modzelewski (4). Après mars 1968 (5) l'opposition regroupée autour d'eux et les auteurs eux-mêmes ont discrètement abandonné ce programme et avec lui le marxisme.

Le programme de la « Lettre ouverte » était déjà étranger aux militants du KOR [Comité de défense des ouvriers, fondé par les opposants après la répression des grèves de juin 1976], lorsque ces derniers ont acquis une influence parmi les travailleurs. En automne 1980 Kuron, interrogé sur le marxisme, a réglé l'affaire en affirmant que c'était « une philosophie du mouvement social du XIXe siècle, depuis longtemps dépassée ». A la fin de sa vie, en s'en prenant aux effets de la restauration du capitalisme, à laquelle il avait grandement participé, il affirmait de nouveau qu'il était marxiste. Dans les couloirs de la commission programmatique du 1er congrès de "Solidarnosc", Kuron m'a traité de « naïf, qui croît encore les bêtises que nous avions écrit avec Karol dans la lettre ouverte ».

Si l'on regarde l'évolution de « l'opposition démocratique » d'une perspective historique, on est frappé par son attitude instrumentale envers la classe ouvrière, qui rappelle vivement l'attitude de Pilsudski (6) et de ses partisans. En défendant au sein du Parti socialiste polonais l'idée que « l'indépendance de la Pologne est pour le prolétariat », Kazimierz Kelles-Krauz mettait en garde contre ceux qui dans les faits considéraient que « le prolétariat est l'instrument de l'indépendance ». Ces derniers voulaient l'employer comme une force de frappe pour ouvrir grâce à lui la voie de la construction d'un État bourgeois. De là la célèbre sortie des pilsudskistes du tramway rouge. « Les ombres des ancêtres célèbres » revendiquées par Adam Michnik étaient un précédent qui a servi d'inspiration (7).

**Experts du capitalisme**

Le programme abandonné par Kuron et par le milieu oppositionnel regroupé autour de lui n'a été repris par aucune organisation ou groupe politique. C'est un paradoxe : les grandes luttes de classes en général ont une influence programmatique et politique vivifiante sur les milieux de gauche. Elles conduisent au développement des organisations révolutionnaires existantes, à la naissance de telles organisations là où elles n'existent pas encore, à la radicalisation des ailes gauches des partis réformistes. Décembre 1970 [vague de grèves sur le littoral de la Baltique] a été une telle secousse que bien qu'Edward Gierek, nouveau dirigeant du POUP, soit parvenu à réduire la tension — relativement seulement, comme en témoigne la grève de Lodz — elle aurait dû conduire au moins à l'apparition d'une opposition de gauche radicale, sinon d'un noyau de parti révolutionnaire.

Mais rien de tel n'a eu lieu. De même après juin 1976, qui aurait dû être interprété comme l'annonce d'un grand orage. Pire, même Août 1980 n'a pas conduit à un changement sur ce terrain.

Il est vrai que l'opposition de gauche était soumise à un contrôle intensif de la police politique et aux répressions. Le procès de Kuron et Modzelewski et le « procès des trois trotskistes », comme les répressions des partisans du schisme sino-albanais au cours des années 1960 sont explicites. Cela a duré jusqu'à la fin, comme en témoigne un rapport qui a vu le jour au Ministère de l'Intérieur [polonais] en 1987 et qui a été préservé dans les archives de la STASI [police politique est-allemande]. Il indique que les moyens et les forces engagées pour poursuivre les trotskistes étaient sans commune mesure avec leur nombre et leur influence et que même une conférence des services spéciaux des « pays frères », tenue à Moscou, leur avait été consacrée.

Mais autre chose fut d'une importance beaucoup plus grande. C'est que « l'idéologie marxiste-léniniste » du régime, assimilée en Pologne alors par presque tout le monde au marxisme, était totalement vidée d'un contenu de classe. Elle ne pouvait pas servir pour élaborer un programme de revendications immédiates ou transitoires à l'usage d'un véritable mouvement d'autonomie ouvrière, ni pour la réflexion sur sa tactique et sa stratégie. Il fallait donc rompre avec cette idéologie et découvrir le marxisme à nouveau — en tant que théorie des conditions, des formes et des effets de la lutte de classes et en tant que programme politique.

Mars 1968 avait eu un effet à long terme d'une très grande importance, qui n'est généralement pas remarqué. Au cours de toute la période de l'après-guerre, en se fondant sur l'accord entre Piasecki et le général Sierov (8), la droite nationaliste-cléricale avait disposé d'une base institutionnelle et organisationnelle légale. La campagne de Moczar en mars 1968 lui avait permis de s'activer et d'élargir son influence. Dans le climat idéologique créé alors, cette droite s'était également épanouie du côté de l'opposition, souvent d'ailleurs en gardant des liens innombrables avec ses représentants du côté du régime.

La nouvelle crise profonde du « socialisme réel » en 1980 avait renforcé les tendances restaurationnistes au sein de la bureaucratie, en particulier économique, et parmi une frange de l'intelligentsia. De nombreux éléments restaurationnistes de cette dernière oscillaient entre la bureaucratie et "Solidarnosc", conseillant aux deux une réforme économique marchande. Ils étaient influents au niveau de la direction nationale — et en particulier dans ses appareils et ses agences — que les travailleurs avaient bien plus de mal à contrôler démocratiquement que les commissions d'entreprise ou les directions régionales. A ce niveau les conseillers et les experts

abusaient gravement de leurs fonctions pour déterminer la politique de “Solidarnosc”.

## La démocratie étouffée

Le développement impétueux de l’auto-organisation et d’activité ouvrière indépendante, l’accumulation progressive des expériences dans les domaines de la démocratie ouvrière et de la lutte des classes, le développement de la conscience, les aspirations croissantes au contrôle ouvrier des entreprises, à l’autogestion ouvrière et à la planification démocratique — c’était une des faces de la médaille. L’autre, au fil du temps menaçant de plus en plus d’une impasse, c’était le manque d’un parti politique des travailleurs.

Cette sphère ne supporte pas le vide et par la force des choses elle est remplie par des courants politiques qui représentent d’autres intérêts sociaux. Lors du congrès national il y avait une lutte souterraine, qui éclatait rarement et pour de courts instants de manière ouverte, entre le courant du KOR, la droite nationaliste et les éléments qui s’orientaient en fonction de leur conscience ou ne serait-ce que de leur instinct de classe, largement plus nombreux mais atomisés, entre le courant radical du mouvement autogestionnaire des entreprises et les éléments non seulement conciliateurs envers la bureaucratie, mais représentant aussi des tendances restaurationnistes plus ou moins cristallisées, même si masquées, entre les partisans et les adversaires de la démocratie ouvrière, de l’indépendance envers l’Église catholique, de la lutte pour le pouvoir des travailleurs.

En général, sur les questions essentielles, la tendance classiste l’emportait. Mais lorsque les questions passaient des mains d’une assemblée aussi démocratique que l’était le congrès des délégués à l’appareil national, on pouvait craindre le pire. Sans doute la lutte la plus aiguë a-t-elle été menée lors de ce congrès au sujet des lois qui venaient d’être adoptées par la Diète sur l’autogestion des entreprises et sur l’entreprise étatique. Désavouant le compromis passé dans son dos par Lech Walesa avec la Diète, le Congrès a voté qu’il « décide de soumettre au référendum dans les entreprises les passages des deux lois qui de manière flagrante vont à l’encontre de la position du syndicat et de ce fait menacent l’autogestion ». Le même Congrès a assuré que le syndicat « dans la lutte pour l’autogestion ouvrière et l’entreprise socialisée continuera à agir en accord avec la volonté des salariés » et a appelé à « former des conseils ouvriers authentiques selon les principes en accord avec la position du syndicat » et non avec les lois mentionnées. Après le vote, que la majorité des délégués à ovationné, Jacek Merkel, un des principaux walesistes au sein du Praesidium de la Commission nationale (plus tard un des leaders libéraux de Gdansk) m’a dit : « Vous avez gagné, et alors ? Après le Congrès nous enterrerons ce référendum de toute façon. » Ce qui fut fait, en défense du compromis. Malgré le vote du Congrès, la question nécessitait de poursuivre la lutte interne. S’il n’y avait pas eu l’état

de guerre, il y aurait eu de grandes probabilités qu'on puisse l'emporter. car dans "Solidarnosc" il n'était pas aisé d'aller à l'encontre des travailleurs des grandes entreprises. Ceux qui avaient leur soutien pouvaient aisément gagner y compris contre Walesa.

**Contre les intérêts des travailleurs**

Lorsque l'état de guerre a écrasé le mouvement de masse des travailleurs, tout a changé. Très vite leur volonté a cessé d'être prise en compte et d'être décisive. "Solidarnosc" a connu une métamorphose fondamentale. Une organisation de masse a laissé la place à des petits groupes et structures, qui se sont pour une large part laissés repousser vers les églises et qui ont été envahis par des groupes politiques de droite, conservateurs, nationalistes-cléricaux et libéraux. Leur programme commun c'était l'anticommunisme, l'alliance avec l'impérialisme et la restauration du capitalisme.

"Solidarnosc" qui a été reconstruit sur un tel fonds a perdu son indépendance de classe. Empêtré dans des intérêts hostiles à ceux des travailleurs, il ne pouvait que simuler leur défense tout en les bradant, jouant ainsi le rôle honteux de paravent syndical de la transformation capitaliste et néolibérale. Rien d'étonnant qu'il ait cessé d'être l'organisation de la majorité de la classe ouvrière et qu'il n'en compte plus dans ses rangs qu'une minorité réduite.

**Zbigniew Marcin Kowalewski, ethnologue de formation, a publié notamment Antropología de la guerrilla (Anthropologie de la guérilla, Caracas 1971), Guerrilla latynoamerykanska (Guérilla latino-américaine, Wroclaw 1978), Rendez-nous nos usines! (La Brèche, Paris 1985), Rap : miedzy Malcolmem X a subkultura gangowa (Rap : entre Malcolm X et la sous-culture des gangs, Varsovie 1994). En 1980-1981 il a été membre du praesidium de la direction régionale de "Solidarnosc" à Lodz et délégué au Premier Congrès du syndicat, où il a pris part à l'élaboration du programme adopté. Invité à Paris par les syndicats CGT et CFDT de l'INSEE à la veille du coup d'État du général Jaruzelski (13 décembre 1981), il a été exilé et a animé la campagne de solidarité avec "Solidarnosc". Il a pris part à la rédaction d'Inprekor — une revue de la IVe Internationale diffusée clandestinement en Pologne de 1981 à 1990. Il est actuellement rédacteur de l'hebdomadaire syndical Nowy Tygodnik Popularny et de la revue théorique Rewolucja (Révolution). Nous reproduisons cet article du mensuel Nowy Robotnik (Nouvel Ouvrier) n° 18 du 15 août 2005. Nowy Robotnik a remplacé le mensuel Robotnik Slaski (Ouvrier de Silésie) lorsque la rédaction de ce journal de la nouvelle gauche polonaise s'est élargie et que sa diffusion a pris une ampleur nationale. Traduit du polonais par J.M.**

**Inprecor, septembre 2005**

1. Commencée en juillet 1980 à la suite d'une hausse des prix, la vague des grèves a duré tout l'été 1980, s'élargissant à partir de l'entrée en grève avec occupation du chantier naval « Lénine » de Gdansk le 14 août. Cette dernière grève, élargie à l'ensemble des entreprises de la région, impose à la bureaucratie une négociation devant l'assemblée générale des délégués des comités de grève et parvient, le 31 août, à ce que le vice-Premier ministre M. Jagielski signe un accord qui prévoit que les comités de grève pourront créer des « nouveaux syndicats, indépendants et autogérés. Le 4 septembre les comités de grève des mineurs de la Haute-Silésie, centralisés dans la mine « Manifest Lipcowy » de Jastrzebie, imposent un accord similaire. Cf. Inprecor n° 82/83 du 31 juillet 1980 et n° 84 du 11 septembre 1980.

2. Robotnik Slaski d'août 2000.

3. Dans la nuit du 12 au 13 décembre 1981 le général Jaruzelski, qui cumulait les postes de premier ministre et de premier secrétaire du POUP, a réalisé un coup d'État en proclamant l'état de guerre. Des milliers de militants syndicaux furent arrêtés, les moyens de communication supprimés, le couvre-feu imposé et la grève générale fut étouffée par l'armée usine après usine (dans la mine « Wujek » de Silésie, où les travailleurs ont tenté l'autodéfense, l'armée à tiré faisant plusieurs morts). Le syndicat s'est rapidement réorganisé clandestinement, mais la répression efficace (arrestations et surtout licenciements à répétition) a fini par couper les structures syndicales de leurs racines dans les entreprises. La direction syndicale clandestine s'est avérée incapable de prendre la direction du soulèvement spontané qui, le 31 août 1982, avait fait descendre dans les rues plusieurs millions de manifestants. Après cet échec, le mouvement de masse a reflué.

4. Lettre ouverte au POUP, Cahiers rouges, Maspéro, Paris 1969.

5. En mars 1968 l'opposition polonaise avait organisée une manifestation contre la censure d'une pièce de théâtre. En réponse à la répression de cette manifestation les étudiants de la plupart des villes polonaises se sont mis en grève. Ce mouvement a été durement réprimé et le régime, sous l'inspiration du Ministre de l'Intérieur, M. Moczar, a déclenché une campagne antisémite afin de liquider la gauche communiste. Une vague d'émigration a suivi cette répression.

6. Jozef Pilsudski, animateur de l'appareil militaire du Parti socialiste polonais (PPS, l'aile indépendantiste du mouvement ouvrier polonais) a scissioné avec son secteur après l'échec de la révolution russe de 1905. Organisateur de la Légion polonaise auprès de l'armée

autrichienne durant la Première guerre mondiale, il a pris le pouvoir à Varsovie le 11 novembre 1918, proclamant l'indépendance du pays et abandonnant publiquement l'idée du socialisme (d'où l'expression « quitter le tramway rouge à l'arrêt "Indépendance" »). En 1926 il réalise un coup d'État — avec l'aide des syndicats dont la grève empêche les secteurs loyalistes de l'armée d'intervenir !), instaure un État fort et organise la répression du mouvement ouvrier, dont le PPS, tout en préservant une façade parlementaire.

7. A la fin des années 1970 Adam Michnik, qui avait débuté son activité oppositionnelle en fondant le Club étudiant des « chercheurs de contradictions » en 1966 et fut un des animateurs du mouvement étudiant de 1968, a diffusé un essai sous ce titre, dans lequel il réhabilitait les traditions de la droite nationaliste polonaise.

8. Dirigeant de l'aile fasciste de la résistance polonaise, Piasecki fut arrêté par l'Armée soviétique en 1945 et a passé un accord avec le général stalinien Sierov, gouverneur de Varsovie, s'engageant à ramener la droite cléricale polonaise vers le nouveau régime. A ce titre il a disposé d'une maison d'édition et d'appuis institutionnels jusqu'à sa mort, tentant même par moments de faire concurrence à la hiérarchie catholique.